



**MDL
et Associés**

BMO Nesbitt Burns

La nouvelle norme en matière
de gestion d'actifs personnalisée.

Avril 2021 - Bulletin # 65



Table des matières

L'économie et la revue des marchés

- Mot de Pierre
- Une «dose» de stimuli
- Conclusion

Répartition d'actif

- Portefeuille équilibré
- Portefeuille de revenu

Pondération recommandée

- Pondération par secteur

Revue et analyse du portefeuille de référence

- Fonds mutuels et FNB
- Actions à revenus élevés
- Titres axés sur la croissance et les revenus

Choix du portefeuille de référence abordés dans ce bulletin

- Mises à jour particulières

Graphique et diagramme circulaire du portefeuille de référence

Performances historiques et indices de référence



Mot de Pierre

Avant de passer à notre commentaire habituel, j'aimerais profiter de l'occasion pour souhaiter la bienvenue à nos nouveaux lecteurs. Comme vous le savez sans doute, mon collègue de longue date et directeur de succursale Daniel Lebeuf et son associée Nicole Dimyan se sont joints à notre groupe pour former MDL et Associés, désormais une des plus importantes équipes de gestion de patrimoine au Québec et au pays. L'union de nos pratiques au sein de BMO Gestion privée nous permet de nous positionner pour offrir la meilleure expérience client qui soit, tant pour les particuliers que pour les entreprises.

Puisque c'est la première fois que la plupart des clients de Daniel et de Nicole reçoivent cette publication, j'ai pensé qu'il serait bon de prendre quelques instants pour donner un certain contexte.

Ce 65e numéro marque plus de 32 ans de communications semestrielles. Si la mondialisation ne figurait pas au radar à l'époque, aujourd'hui, elle fait partie intégrante de tout processus de décision en matière de placements. Josée et moi avons rejoint Nesbitt Thomson en 1982, mais c'est le krach de 1987 qui nous a amenés à changer notre démarche en matière de gestion de portefeuille. Influencés par Warren Buffett et ses idées sur la magie du rendement composé, nous avons élaboré un « portefeuille modèle », ce qui était assez novateur à l'époque, et nous avons consigné par écrit notre nouvelle philosophie de placement indiquant les occasions d'investissements qui nous paraissaient appropriées dans le contexte économique de la période. Cette initiative a donné lieu à notre tout premier bulletin semestriel. Après avoir investi dans du matériel (premier ordinateur portable Compaq avec disquettes), des logiciels (Lotus 1-2-3 et dBase II) et un programmeur, nous avons finalement lancé notre modèle en 1990.

Les portefeuilles modèles, devenus plus ou moins la norme au fil du temps, ne reflétaient pas les besoins particuliers et uniques des clients, ce qui ne cadrait plus avec notre offre de services. Alors que leur conception est généralisée, nous bâtissons des portefeuilles personnalisés articulés autour d'un « portefeuille de référence ». Nous l'avons donc renommé ainsi. La personnalisation d'un portefeuille n'est pas seulement fonction de la répartition de l'actif pour un investisseur donné. En plus de la composition des actifs, une démarche personnalisée et sur mesure se doit d'intégrer des aspects comme l'optimisation fiscale, la sélection de titres particuliers aux besoins et profils des clients (revenu ou croissance), une répartition sectorielle et géographique adaptée, ainsi que les pondérations de titres.

De plus, nous avons pour objectif de fournir à nos lecteurs notre point de vue et notre perception des événements économiques qui se déroulent dans le monde, et la manière dont ils peuvent affecter notre vision et les tendances en matière de placements.

Toutefois, nous savons bien que lire un bulletin traitant de questions macroéconomiques et de leur incidence sur l'économie de notre pays et sur nos stratégies de placement personnalisées ne vous remplit pas nécessairement d'un enthousiasme fou. Alors que certains d'entre vous y trouveront peut-être des renseignements intéressants, d'autres y verront une solution de rechange parfaite aux somnifères... bref, j'espère que tout le monde y trouvera son compte! Bonne lecture et bienvenue à bord!

Une « dose » de stimuli

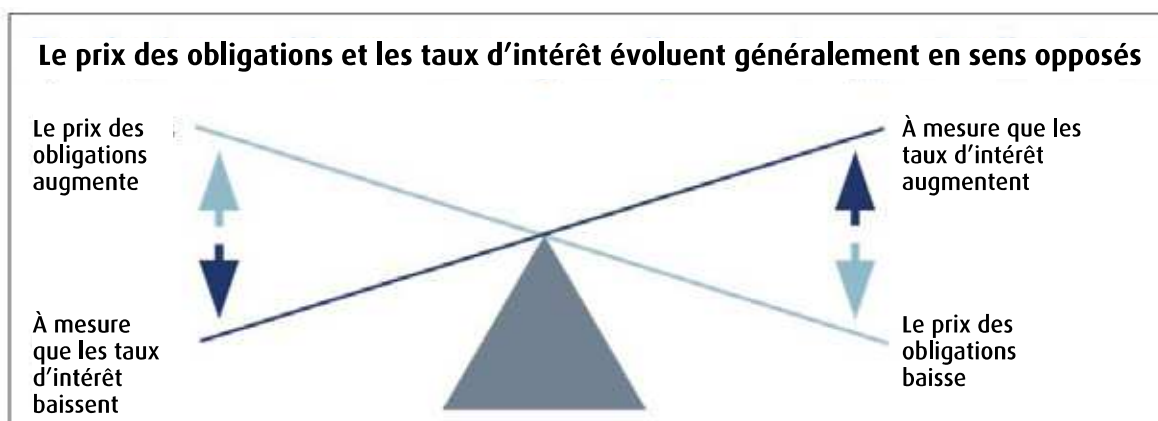
Le bulletin 64, daté d'octobre 2020 et donc avant les élections présidentielles aux États-Unis, semble si lointain aujourd'hui. Nous traversons alors la période la plus sombre de la pandémie, espérant une percée vaccinale tout en faisant face à l'incertitude politique dans la plus grande économie du monde. Six mois plus tard, au moins trois vaccins ont été approuvés et sont en circulation aux États-Unis, et certaines économies locales s'ouvrent pleinement, peut-être prématurément, à mesure que les vaccinations se multiplient à l'échelle du pays.

Il y a aujourd'hui une lumière au bout du tunnel qu'est cette pandémie et nous ressentons tous la fébrilité du consommateur qui ne rêve que de s'échapper de sa cage après plus d'un an de confinement, d'isolement et d'inquiétude. Espérons que le comportement humain restera en mode défensif, se conformant aux exigences sanitaires minimales pour protéger les autres, du moins jusqu'à ce que 75 % de la population ait été vaccinée et que nous atteignons le seuil d'une immunité collective. Mais compte tenu de l'apparition de nouveaux variants plus contagieux de la COVID-19, le risque d'une troisième vague ne peut être écarté. Les deux ou trois prochains mois pourraient être cruciaux pour assurer une reprise économique durable. Des efforts sans précédent, tant sur le plan monétaire que budgétaire, nous ont permis de traverser cette pandémie. Ces interventions à l'échelle mondiale mèneront fort probablement à une reprise économique synchronisée autour du globe. Mais si ce point de vue est largement partagé, il est aussi déjà partiellement escompté par les investisseurs, qui s'adaptent rapidement, ce qui joue sur les valorisations des obligations et des actions.

Les marchés obligataires

La courbe des rendements est le meilleur outil pour analyser les attentes des investisseurs. Plus la croissance économique attendue est faible, voire même en contraction, moins un investisseur est enclin à acheter des actions et donc plus il est susceptible d'acheter des obligations. Comme nous le savons tous, lorsqu'il y a plus d'acheteurs que de vendeurs, les prix augmentent. Lorsque le prix d'une obligation augmente, son rendement relatif diminue, car le taux d'intérêt nominal reste le même (graphique 1). L'inverse est également vrai quand les investisseurs vendent des obligations pour acheter des actions lorsqu'ils sont optimistes quant à l'économie, ce qui est le cas actuellement. Cette tendance devrait se poursuivre jusqu'à ce que le rendement sans risque des obligations pousse les investisseurs à remettre en question leur goût pour des actifs plus risqués comme les actions.

Graphique 1 : Le prix des obligations et les taux d'intérêt évoluent généralement en sens opposés



Sources: <https://www.lowellsun.com/2021/02/07/whats-happened-to-my-bond-funds/>

Tableau 1

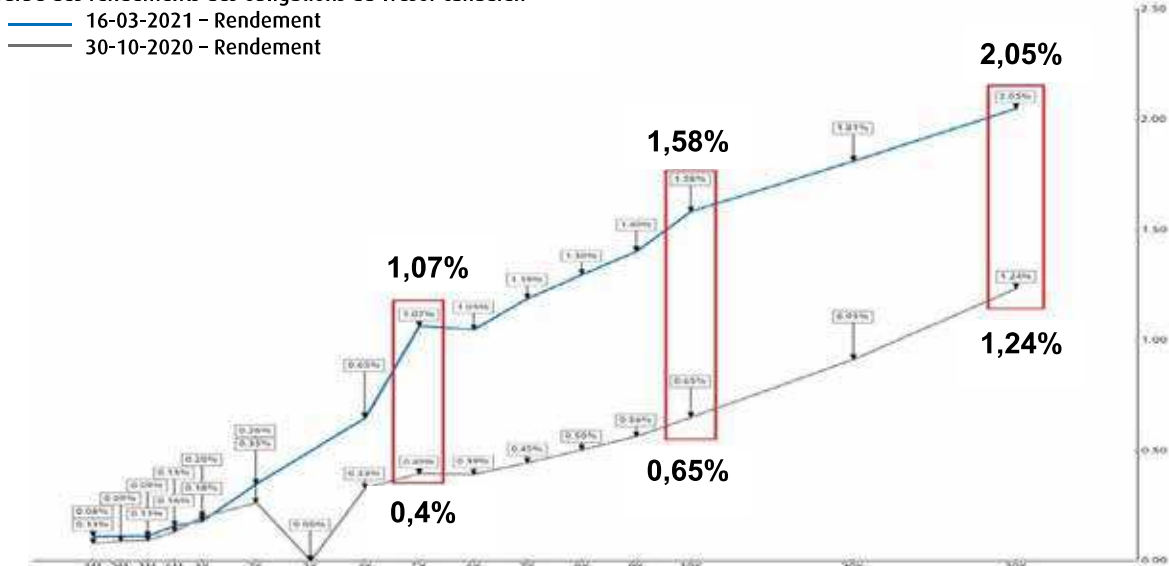
| Obligation du gouvernement du Canada 2 % échéant en avril 2031 (10 ans) | | | | |
|---|--------|-----------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| Prix d'achat | Coupon | Gain/Perte en capital | Rendement approx. à l'échéance | Valeur à l'échéance (avril 2031) |
| 95,00 \$ | 2,00 % | 5,00 \$ | 2,50 % | 100,00 \$ |
| 100,00 \$ | 2,00 % | - | 2,00 % | 100,00 \$ |
| 105,00 \$ | 2,00 % | 5,00 \$ | 1,50 % | 100,00 \$ |

*À titre indicatif seulement

Dans cet exemple (tableau 1), nous constatons que le rendement diminue à mesure que le prix de l'obligation augmente, puisque l'investisseur est exposé à une perte en capital à l'échéance. La perte de 5,00 \$ sur 10 ans représente une perte approximative de 0,5 % par an, ce qui se traduit par un rendement inférieur.

Graphique 2 : Courbe des rendements des obligations du Trésor canadien, novembre 2020 c. février 2021

Courbe des rendements des obligations du Trésor canadien

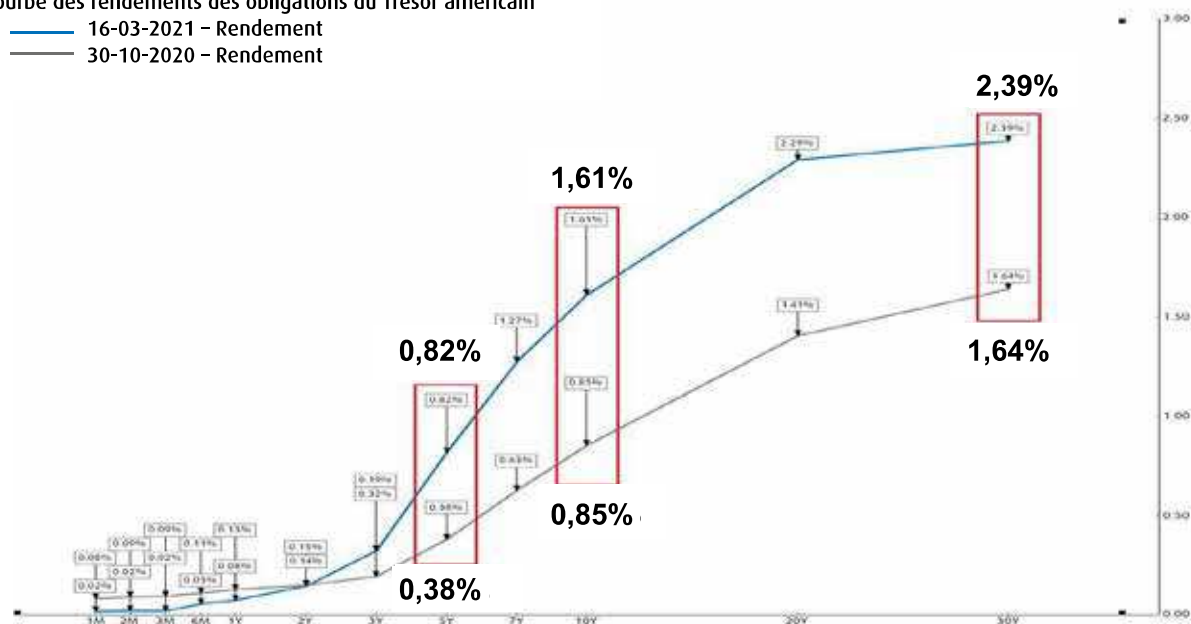


Sources: Fact set

Graphique 3 : Courbe des rendements des obligations du Trésor américain, novembre 2020 c. février 2021

Courbe des rendements des obligations du Trésor américain

— 16-03-2021 – Rendement
 — 30-10-2020 – Rendement



Sources: Fact set

Les marchés boursiers

Nous avons récemment assisté à l'une des plus fortes hausses des rendements obligataires, tant au Canada qu'aux États-Unis (graphiques 2 et 3). En effet, le rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans est passé de 0,85 % le jour de l'élection, le 3 novembre, à 1,6 % à peine quatre mois plus tard. En parallèle, le S&P 500 est passé de 3 270 à 3 820 (le 3 mars), soit un gain spectaculaire de 16,8 % sur la même période. Il s'agit ici d'un énorme vote de confiance, comme le marché escompte à l'avance une croissance importante des bénéfices de sociétés. Cela reflète aussi la croissance de la masse monétaire et le faible coût de l'argent (taux d'intérêt). L'indice S&P 500 se négocie actuellement à plus de 30 fois les bénéfices, ce qui, historiquement, est élevé et reflète cet optimisme.

La reflation

Derrière tout cela, bien entendu, se trouve l'impulsion de tous les facteurs expansionnistes, y compris les faibles taux des fonds fédéraux, l'utilisation de la planche à billets et les consommateurs forcés d'épargner par l'emprisonnement à la maison pendant une année complète. À bien y penser, la situation n'est pas très différente de celle qui prévalait après la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire tout au début d'un nouveau cycle inflationniste qui a duré 37 ans (de 1944 à 1981). Ce cycle inflationniste a pris fin alors que l'inflation atteignait 11 % et les taux d'intérêt avaient grimpé à 21 % (le niveau que Paul Volcker, alors président de la Réserve fédérale, a dû atteindre pour en finir avec la vilaine inflation).

Mais l'inflation, dans ses premiers temps, est perçue par de nombreux investisseurs comme une bonne chose, car sa présence se fait d'abord sentir au niveau des actifs. L'immobilier et les marchés boursiers ont tendance à devancer l'inflation, créant dans la même foulée une illusion d'enrichissement, une zone de confort financier qui stimule la consommation... jusqu'à ce que l'inflation évolue et se déplace vers les produits et les services. C'est à ce moment-là que les banques centrales peuvent commencer à faire allusion à la possibilité de relever les taux d'intérêt, pour freiner la demande excédentaire et juguler les pressions inflationnistes, ce qui peut provoquer des replis boursiers.

Selon de nombreux experts, nous sommes loin d'une intervention de la banque centrale visant à relever les taux à court terme. Mais si l'accentuation de la pente de la courbe des rendements envoie un signal fort pour l'achat d'actions, elle révèle également que le coût des emprunts augmente. L'endettement démesuré des entreprises pourrait devenir un enjeu important dans la sélection de titres à l'avenir.

Nouveau gouvernement américain, nouvelles politiques américaines

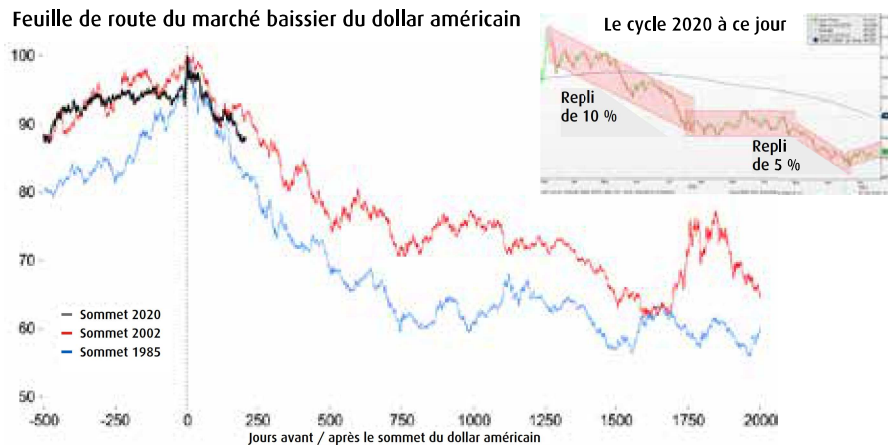
Pas moins de 74 décrets ont été rendus dans les trois premiers jours suivant l'inauguration de la nouvelle administration Biden le 20 janvier dernier.

Un de ces décrets propose d'augmenter le salaire minimum à 15 \$ l'heure. Pour les Canadiens, cela n'a rien d'étrange ou d'exceptionnel, mais pour les Américains, ce serait tout un changement. Le salaire minimum fédéral actuel est de 7,25 \$ l'heure aux États-Unis. Il est proposé d'augmenter le salaire minimum à 9,50 \$ l'heure dans un premier temps, puis progressivement à 15 \$ au cours des quatre années subséquentes. Bien que cette proposition fasse encore l'objet de débats au moment d'écrire ces lignes, elle pourrait freiner l'élan de croissance des bénéfices des entreprises. Une deuxième proposition vise à relever l'impôt des sociétés pour le ramener à 35 % (28 % au palier fédéral + 7 % d'impôt d'État moyen), là où il se situait avant la réduction d'impôt de 2018 de l'ancien président Trump. Cette mesure pourrait également peser sur les marges des entreprises et rendre l'Amérique moins concurrentielle sur le plan de la fabrication. En ce moment, le taux d'imposition des sociétés aux États-Unis se situe en moyenne à peu près au même niveau que celui du Canada, c'est-à-dire à 28 %, soit la médiane des pays industrialisés. À titre comparatif, le taux d'imposition des sociétés en Irlande est de 12,5 %. Il faut espérer que les politiques proposées généreront davantage de recettes fiscales pour l'administration Biden sans entraîner l'exode d'entreprises manufacturières, une situation qui pourrait avoir pour conséquence involontaire, la perte d'emplois et une diminution des recettes fiscales éventuelles.

Si nous croyons fermement en une croissance économique spectaculaire une fois la pandémie de COVID-19 derrière nous, les perceptions quant à la forme que prendra cette reprise et aux secteurs qui en profiteront le plus ont évolué. La Chine, qui était à l'origine de la pandémie, a été la première à se libérer de son emprise. L'Asie et l'Extrême-Orient ont tôt pris la voie de la reprise et brossent un portrait assez juste de la situation. Il n'est pas surprenant que les dépenses d'infrastructure se retrouvent au premier plan, et la forte hausse des prix des matières premières en est un bon reflet. Le prix du pétrole et celui des métaux de base, du cuivre, de l'argent, du minerai de fer et des produits forestiers, parmi d'autres, ont déjà considérablement grimpé. L'offre est peut-être limitée pour l'instant, mais devrait éventuellement se rétablir. Il devient toutefois de plus en plus difficile de trouver et de produire de nouvelles ressources en temps voulu et à un coût raisonnable : les contraintes environnementales et le manque d'exploration au cours des 20 dernières années, entre autres, figurent parmi les principaux obstacles. Il est prévisible que les prix des produits de base restent fermes jusqu'à ce que la Fed intervienne en relevant les taux d'intérêt ou, plus probablement, en réduisant progressivement son programme de rachat d'obligations.

Les politiques de la nouvelle administration Biden ont également eu une incidence sur le dollar américain, qui est en baisse d'environ 4 % depuis l'élection et de 10 % par rapport à son sommet de l'année dernière.

Graphique 4 : Le dollar américain : Pause à court terme dans la chute du dollar américain



Sources : Trésor américain, Bloomberg, RBC GMA au 31 janvier 2021

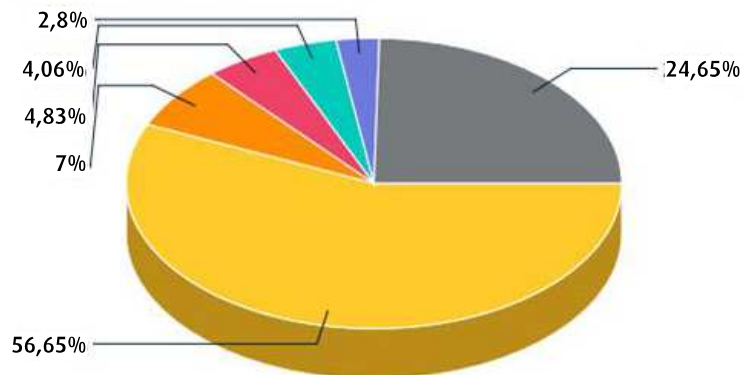
La tendance baissière du dollar américain

Selon l'équipe de recherche de la RBC, le dollar américain a amorcé depuis un an une tendance baissière pluriannuelle. Si on s'attend à des redressements à contre-courant, ceux-ci devraient être vus comme des occasions de vendre le billet vert, selon RBC. Dans un tel contexte, l'histoire montre que tous les pays du G10 et des marchés émergents affichent des rendements positifs au cours de ces périodes. En effet, un dollar américain plus faible stimule davantage les économies étrangères, puisque le coût des matériaux et de l'énergie devient moins cher en monnaie locale (il faut moins de la monnaie locale pour acheter un dollar américain). À l'opposé, les consommateurs américains, eux, sont frappés de plein fouet par la hausse des prix des produits de base, ne profitant pas d'une monnaie locale plus forte. L'augmentation du coût des importations à mesure que le dollar américain s'affaiblit exerce une pression supplémentaire sur l'inflation américaine et pèse davantage sur les marges des entreprises américaines. Cette perspective me porte à pousser mes réflexions un peu plus loin. Si j'étais un gestionnaire de portefeuille mondial basé à Genève ou ailleurs, je reverrais probablement ma répartition géographique actuelle en fonction de la tendance potentielle de l'indice de référence...

Graphique 5 : Composition actuelle de l'indice MSCI Monde

Indice MSCI Monde tous pays de marchés pouvant faire l'objet d'un investissement (\$US).
L'indice MSCI Monde tous pays de marchés pouvant faire l'objet d'un investissement représente des petites, moyennes et grandes capitalisations de 23 pays développés et 27 pays émergents. Comptant 8 939 intrants, l'indice est complet, couvrant environ 99% de l'ensemble des occasions de placement dans le monde.

Pondération géographique

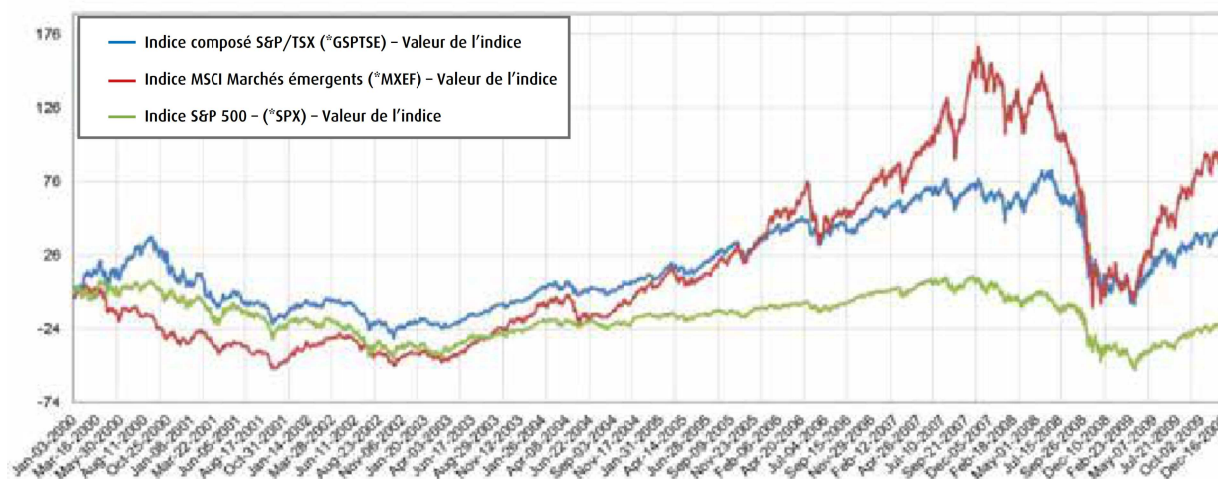


● États-Unis 56,65 % ● Japon 7 % ● Chine 4,83 % ● Royaume-Uni 4,06 %
● Canada 2,8 % ● Autres 24,65 %

Source : <https://www.msci.com/documents/10199/b93d88ef-632f-4bdb-9069-d7c5aecd9d6d>

Les États-Unis occupent une pondération de près de 57 % sur le plan de la répartition géographique actuelle de l'indice MSCI Monde tous pays, une concentration presque record dans un seul pays (graphique 5). Ce phénomène s'explique par le fait que les États-Unis ont été l'économie la plus dynamique du monde au cours de la dernière décennie. Cette expansion importante de la pondération des États-Unis s'est produite au lendemain de la « décennie perdue » (2000-2010), alors que les titres américains se négociaient jusqu'à peine à 12 fois les bénéfices et que la plupart des marchés étrangers, y compris le Canada, affichaient une performance supérieure à celle des États-Unis (graphique 6).

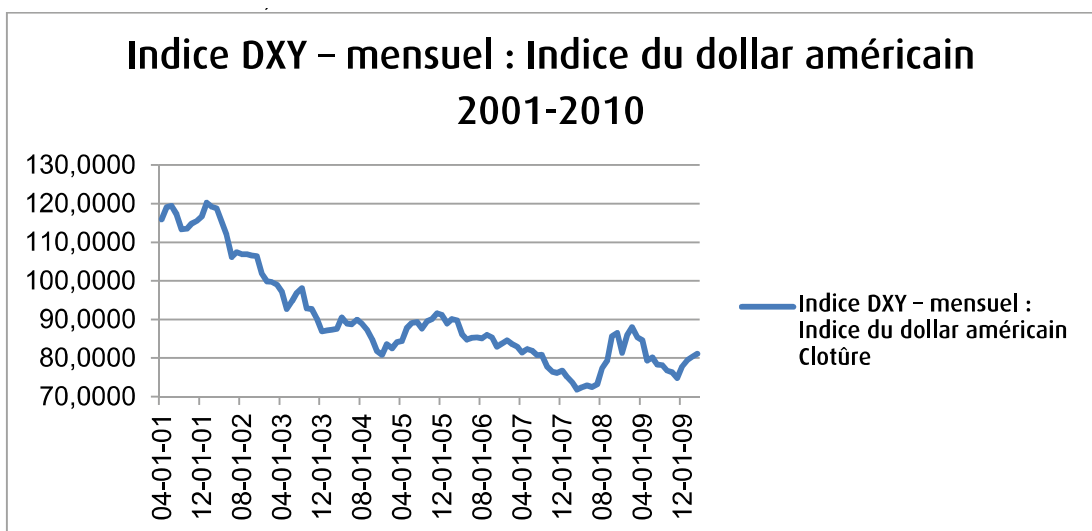
Graphique 6 : Marchés américain (S&P 500), canadien et émergents, 2000-2010
- La « décennie perdue » des États-Unis



Sources: Capital IQ

Elle coïncide également avec une baisse du dollar américain (graphique 7).

Graphique 7 : Indice du dollar américain, 2001-2010

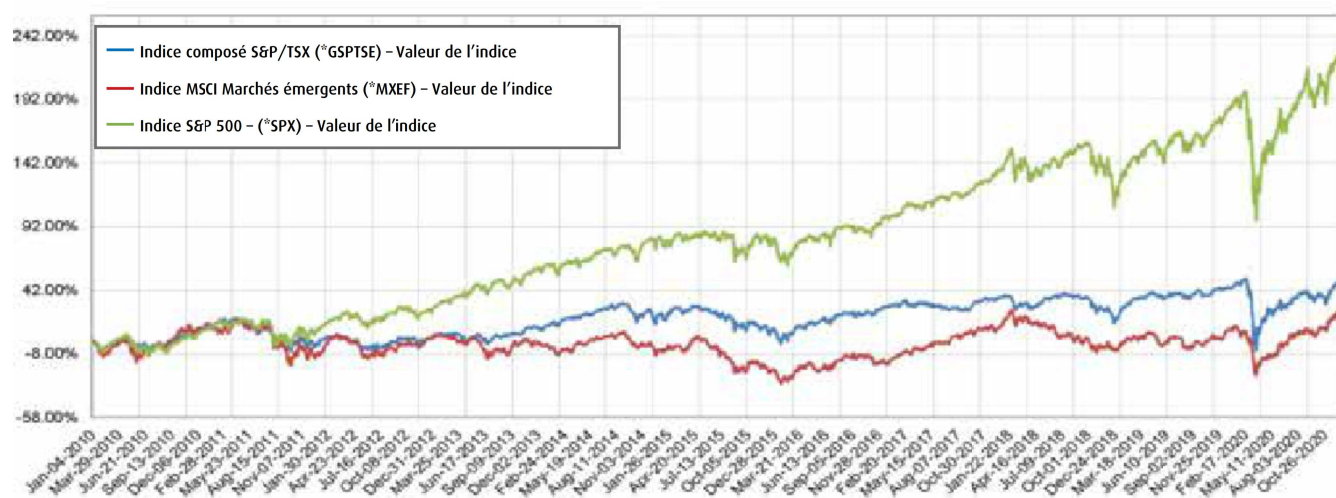


Sources: Thompson one

La décennie perdue des États-Unis a suivi l'éclatement de la bulle technologique, bulle alimentée par l'adoption croissante et l'utilisation accrue de l'Internet. Cette période a alors été considérée, à juste titre, comme la naissance de la « nouvelle économie ». Dans notre bulletin no 35 d'avril 2006, j'avais noté que la pondération des États-Unis au sein de l'indice MSCI Monde était passée de 58 % à la fin des années 1990 à 55 % en juillet 2004, puis à 51 % en avril 2006. S'agissait-il d'une réaction naturelle à la baisse du dollar américain (graphique 7)? Ou encore était-ce fonction d'une croissance internationale meilleure que prévu et de valorisations plus faibles ailleurs? Peut-être s'agissait-il un peu des deux...

Après la crise financière de 2008, l'économie américaine a été la première à la ligne de départ, la première à attirer à nouveau l'attention des investisseurs et à mener la reprise mondiale. Ainsi, la combinaison de la croissance des bénéfices et de l'expansion du multiple cours-bénéfice de 12 à 30 fois les bénéfices a largement contribué à la surperformance du marché américain au cours des dix dernières années (graphique 8).

Graphique 8 : Marchés américain (S&P 500), canadien et émergents, 2010-2020
- La « décennie de reprise » des États-Unis



Sources: capital IQ

Comme on le sait, le passé n'est pas garant de l'avenir. Mais on peut néanmoins y trouver des indices importants et en tirer des leçons. Il n'y a pas deux périodes identiques, et je ne crois certainement pas que le contexte actuel laisse présager une autre « décennie perdue » pour les États-Unis. Au contraire, les États-Unis sont appelés à participer à la reprise mondiale, compte tenu des engagements budgétaires sans précédent et d'une politique monétaire expansionniste. Mais si l'histoire peut nous aider à nous souvenir, la demande de matières premières a explosé pendant cette décennie perdue américaine... Imaginez seulement comment la demande pourrait dépasser l'offre alors que les économies du monde, y compris les États-Unis, croissent simultanément, après 20 ans de disette en exploration minière et une chaîne d'approvisionnement post-pandémique déstabilisée! Cela ressemble à la période qui a suivi la Première Guerre mondiale, période qui a aussi suivi la pandémie de grippe espagnole et qui a débouché sur ce qu'on appelle les Années folles qui ont commencé en 1920. C'était bien avant la mondialisation, mais on a néanmoins assisté à un vaste mouvement protectionniste... Des similitudes peut-être, mais lorsqu'il y a une pénurie de quoi que ce soit, les humains ont tendance à se protéger. Le monde évolue, les négociations commerciales aussi. La macroéconomie d'aujourd'hui est un aspect essentiel de toute stratégie de placement. Elle permet d'établir une vision et de préciser les tendances à long terme.

Conclusion et stratégie de placement

Si l'économie américaine est appelée à se redresser fortement, elle sera néanmoins confrontée à divers enjeux tant internes qu'externes.

Enjeux internes

- Impôts plus élevés
- Coût plus élevé de la dette (courbe des rendements)
- Salaires plus élevés
- Coût plus élevé des biens et des matériaux

Enjeux externes

- Dollar américain plus faible
- Coût plus élevé des importations
- Déficit commercial plus élevé
- Réaffectation géographique mondiale

Si ces enjeux sont prévisibles, ils sont gérables. Cependant, tous les pays ne sont pas confrontés à tous ces défis en même temps. Le Canada, par exemple, profitera toujours du fait que les États-Unis sont la plus grande économie du monde et la principale destination pour ses exportations, mais il tire également d'énormes avantages du fait qu'il est l'un des deux plus grands exportateurs de matières premières, l'autre étant l'Australie. Le Canada pourrait être immensément sollicité dans le monde entier pour son importante capacité d'approvisionnement, tout au long de la reprise. Investir au Canada dans les années à venir pourrait être moins risqué, comme le huard se renforce en parallèle à la reprise. Nous pouvons nous attendre à une vague de consolidations dans le secteur de l'énergie, ainsi que dans tous les secteurs des matériaux, dans la mesure où les bilans sont sains et les flux de trésorerie solides. De vieilles mines pourraient rouvrir, comme c'est peut-être le moyen le plus efficace d'augmenter la production dans un délai raisonnable et à un coût acceptable. Les entreprises soucieuses des critères ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) attireront les investisseurs les plus responsables. Les dépenses d'infrastructure se poursuivront, peut-être à un rythme plus soutenu, après le ralentissement dû à la pandémie. Les entreprises industrielles et de transport devraient pouvoir profiter des habituelles dépenses d'investissement consacrées aux routes et aux ponts, mais les sociétés de services de communication à large bande en tireront aussi parti, et de manière plus marquée.

Les dépenses discrétionnaires des consommateurs vont « décoller » en force, mais elles vont « atterrir », espérons-le, à une altitude plus élevée. Toutefois, de nombreuses entreprises des secteurs associés aux voyages seront sans doute confrontées à une montagne de dettes, ce qui pourrait constituer une occasion de négociation à plus court terme.

Le secteur des services financiers profitera de la reprise sur tous les plans : marges d'intérêt nettes plus élevées grâce à une courbe des rendements ascendante, croissance des prêts et redressement des provisions pour créances douteuses. Les banques canadiennes devraient, selon nous, être actives en matière d'acquisitions, tandis que les assureurs profiteront eux aussi de la hausse des taux d'intérêt.

Les services publics d'électricité ont été les chouchous de l'année dernière. Les valorisations élevées et la hausse des taux d'intérêt pourraient freiner la croissance future, mais ces entreprises restent une excellente source de flux de trésorerie stables pour les investisseurs. Un bon bilan et une équipe de direction solide justifient une approche d'investissement à long terme.

Le secteur des services de communication restera attrayant pour son rendement en dividendes et ses perspectives de croissance. De pair avec les biens de consommation de base et les soins de santé, il apporte de la stabilité au portefeuille et compense quelque peu la volatilité des actions plus cycliques à mesure que la pondération de celles-ci augmente.

Enfin, il y a les valeurs technologiques. Trop aimées, trop détenues et surévaluées, elles restent le reflet de notre avenir. Cependant, les entreprises américaines locales disposent peut-être de moins d'outils que les multinationales pour compenser certaines des politiques nouvellement proposées par l'administration Biden. Nous avons une préférence pour les sociétés technologiques du segment interentreprises (communément appelé B2B) plutôt que celles du segment entreprise-consommateur (également appelé B2C), et nous privilégions les sociétés dont la dynamique bénéficiaire est bien établie à ce stade du cycle.

Alors que nous attendons tous le vaccin pour nous donner une « dose » d'espoir, il semble que les marchés boursiers célèbrent déjà la défaite de la COVID-19!

| Répartition de l'actif | | | | |
|---|-----------|---|------------------------|-----------|
| Portefeuille de revenu | | | Portefeuille équilibré | |
| Oct.2020 | Avr. 2021 | | Oct.2020 | Avr. 2021 |
| 10% | 10% | Liquidités (Échéances ≤ 12 mois) | 7.5% | 5% |
| 47.5% | 42.5% | Revenu Fixe (Obligations et CPG) | 35% | 30% |
| 10% | 15% | Débetures convertibles et autres titres revenus | 10% | 15% |
| 25% | 25% | Actions | 37.5% | 40% |
| 7.5% | 7.5% | Titres Étrangers | 10% | 10% |
| Mise en garde : sous réserve d'une évaluation du profil d'investisseur de chaque client | | | | |

Sources :

- Bloomberg
- BMO Capital Markets Equity Research Reports
- BMO Capital Markets North American outlook
- BMO Financial Group Economic Outlook
- BMO Nesbitt Burns
- BMO Nesbitt Burns Part Team, portfolio advisory team
- BMO NB Canadian Equities Guided Portfolio – Mars 2021
- BMO NB US Equities Guided Portfolio – Mars 2021
- BMO NB North American Equities Guided Portfolio – Mars 2021
- BNN
- CNBC
- Dow Jones Newswires
- Globe and Mail
- Goldman Sachs
- Morgan Stanley
- Phases and Cycles
- RBC Global Asset Management
- Standard & Poor's Capital IQ Equity Research
- The Barons
- The Economist
- The high-tech Strategist
- The Financial times
- The Wall Street Journal

Le calcul des données sur le rendement présentées dans ce document a été effectué par l'auteur à la date des présentes et peut faire l'objet d'un changement, sans préavis. BMO Nesbitt Burns Inc. (« BMO NBI ») met tout en oeuvre pour assurer que le contenu du présent document est tiré de sources considérées comme fiables et que les données et les opinions sont complètes et précises. Cependant, BMO NBI ne peut donner aucune garantie, expresse ou implicite, à cet égard et ne peut être tenue responsable des erreurs ou omissions éventuelles, ni des pertes découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu. BMO NBI peut, en outre, disposer d'information n'y figurant pas.

Ce document est établi uniquement à titre indicatif. Le rendement passé ne garantit pas les résultats futurs. Les taux de rendement indiqués sont présentés compte non tenu des honoraires ou commissions applicables. Les résultats réalisés par les portefeuilles de clients peuvent être différents des résultats dégagés par le portefeuille modèle, étant donné que les honoraires peuvent varier et que le rendement d'un compte donné dépend des placements qui le compose. Le portefeuille pourrait ne pas convenir à tous les investisseurs.

Ce document n'est pas une offre de vente ou une sollicitation d'achat de titres quels qu'ils soient, et ne devrait pas être considéré comme tel. BMO NBI, ses sociétés affiliées et (ou) leurs administrateurs, dirigeants ou employés respectifs peuvent à l'occasion acheter, détenir ou vendre les titres mentionnés ici en qualité d'agent ou pour leur propre compte. BMO NBI peut par ailleurs assurer des services de conseils financiers ou de prise ferme pour certaines des sociétés mentionnées dans ce document et peut recevoir une rémunération à cet effet.

*Extraits tirés de BMO Equity Research library, Capital Market, In Fact, In Depth, In Front, Red Sheet

Informations sur les sociétés

BMO - La réglementation sur les valeurs mobilières de certaines provinces canadiennes interdit aux courtiers agréés de recommander, seuls ou en association avec une autre personne, par voie de circulaire, brochure, ou toute autre publication similaire, distribuée suffisamment régulièrement dans le cours normal de leurs activités, l'achat, la vente ou la conservation de titres du courtier agréé ou d'un émetteur lié au courtier agréé, ou, dans le cadre de la distribution, de titres d'un émetteur rattaché au courtier agréé, à moins que ladite publication n'expose la nature des relations et des liens de dépendance entre le courtier agréé et l'émetteur. BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd. sont des filiales de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée. La Banque de Montréal, par l'intermédiaire d'une filiale, détient la totalité des titres avec droit de vote et des actions participantes de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée. La Banque de Montréal est donc émetteur associé et émetteur rattaché de BMO Nesbitt Burns Inc. Et de BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd. AUX RÉSIDENTS DES ÉTATS-UNIS : La présente publication, dans la mesure où elle fait référence aux titres de la Banque de Montréal, n'a pas été approuvée et n'est pas distribuée par BMO Capital Markets Corp. ni par BMO Nesbitt Burns valeurs mobilières Ltée, filiales de BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd. Elle n'est destinée à être distribuée aux États-Unis par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd qu'aux seuls «grands investisseurs institutionnels américains» (tels que définis dans le règlement 15a-6 sur la SEC du Securities Act de 1934 et de ses amendements).

BNS – BMO Nesbitt Burns Inc., Scotia Capitaux Inc. (filiale de la Banque Scotia) et d'autres tiers ont été nommés défendeurs dans le cadre d'un recours collectif proposé en Ontario relativement à un appel public à l'épargne offrant des titres de Gammon Gold. Aucune évaluation des risques découlant de cette action en justice ou des demandes supplémentaires éventuelles contre les défendeurs ou d'autres tiers découlant de cet appel public à l'épargne n'a été entreprise lors de la préparation de ce rapport, et le présent rapport n'en reflète aucune. MD« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisées ou licence.MD« Nesbitt Burns » est une marque de commerce déposée de BMO Nesbitt Burns Inc. BMO Nesbitt Burns Inc. est une filiale en propriété exclusive de la Banque de Montréal. BMO Gestion de patrimoine est le nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses filiales qui offrent des produits et des services de gestion de patrimoine.

BMO Gestion privée est un nom commercial qui désigne la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion de patrimoine. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par l'entremise de BMO Nesbitt Burns Inc. et de BMO Gestion privée de placements inc. Les services successoraux et fiduciaires ainsi que les services de garde de valeurs sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

MD Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

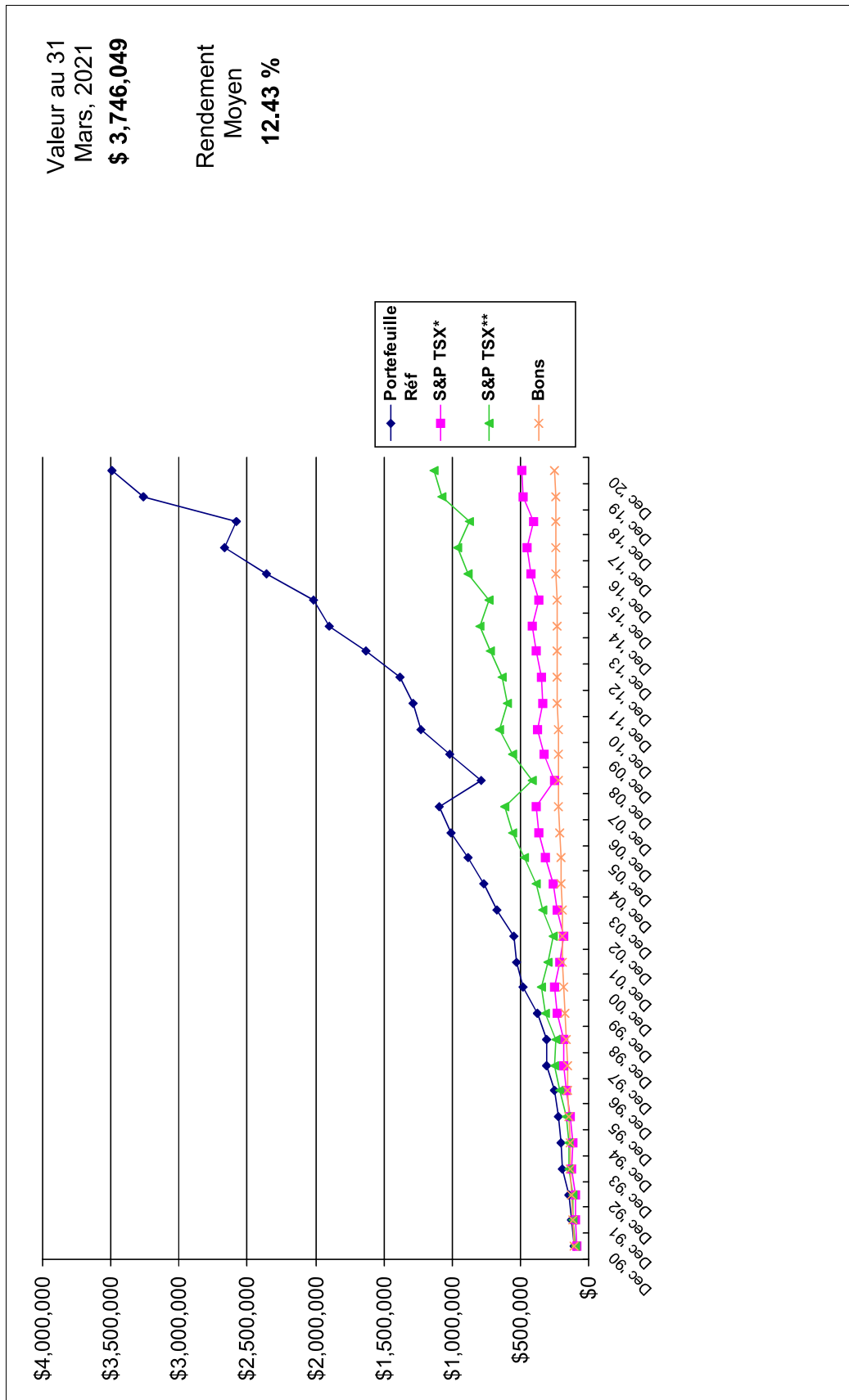
1Les opinions, estimations et projections contenues dans ce document ont été établies par l'auteur à la date indiquée. Elles sont sujettes à changement sans préavis et ne reflètent pas forcément celles de BMO Nesbitt Burns Inc. (« BMO NBI »). Tous les efforts ont été faits pour assurer que le contenu est tiré de sources considérées comme fiables et que les données et les opinions sont complètes et précises. BMO NBI ou ses sociétés affiliées peuvent cependant disposer d'informations n'y figurant pas. Toutefois, ni l'auteur ni BMO NBI ne peuvent donner aucune garantie, expresse ou implicite, à cet égard et ne peuvent être tenus responsables des erreurs ou omissions éventuelles, ni des pertes découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu. Ce document n'est pas une offre de vente ou une sollicitation d'achat de titres quels qu'ils soient, et ne devrait pas être considéré comme tel. BMO NBI, ses sociétés affiliées et/ou leurs administrateurs, dirigeants ou employés respectifs peuvent à l'occasion acheter, détenir ou vendre les titres mentionnés ici en qualité d'agent ou pour leur propre compte. BMO NBI peut, pour son propre compte, acheter de ses clients ou leur vendre des titres d'émetteurs mentionnés ici. BMO NBI, ses sociétés affiliées, leurs administrateurs, dirigeants ou employés respectifs peuvent avoir une position acheteur ou vendeur à l'égard de ces titres, des titres connexes ou des options, contrats à terme ou autres instruments dérivés. BMO NBI ou ses sociétés affiliées peuvent par ailleurs assurer des services de conseils financiers ou de prise ferme pour des sociétés émettrices mentionnées ici et peuvent recevoir une rémunération à cet effet. Une relation de crédit importante peut exister entre la Banque de Montréal ou ses sociétés affiliées et certains des émetteurs. BMO NBI est une filiale en propriété exclusive de la Banque de Montréal. Tout résident des États-Unis souhaitant effectuer des opérations sur des titres dont il est question ici doit le faire par l'intermédiaire de BMO Nesbitt Burns Corp. Si vous êtes déjà client de BMO Nesbitt Burns, veuillez-vous adresser à votre conseiller en placement pour obtenir de plus amples renseignements. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants. Membre de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

Autres renseignements importants

Pour d'autres renseignements importants sur les actions citées dans le présent rapport, veuillez communiquer avec votre conseiller en placement BMO Nesbitt Burns; vous pouvez également consulter le site http://researchglobal.bmocapitalmarkets.com/Public/Company_Disclosure_Public.aspx ou écrire au Service de la rédaction, BMO Capital Markets, 3 Times Square, New York, NY 10036, ou au Service de la rédaction, BMO Marchés des capitaux, 1 First Canadian Place, Toronto, Ontario, M5X 1H3.



Rendement du Portefeuille de Référence



Les rendements sont composés sur une base mensuelle et les revenus sont réinvestis.

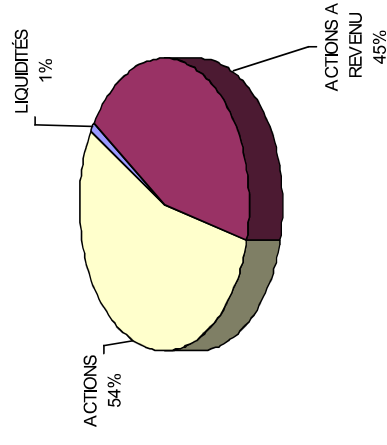
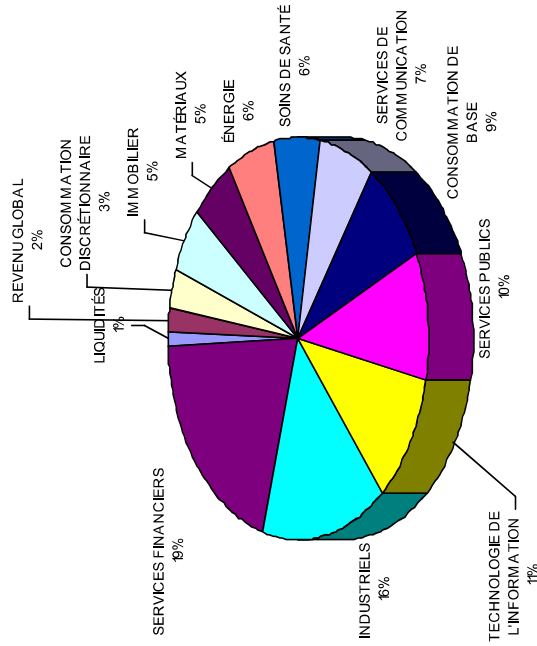
\$100,000 investi le 1er juin 1990

*N'inclus pas les revenus ou dividendes

**Inclus les revenus et dividendes

Mars 2021

POSITIONS PAR SOUS-INDICES ET CATEGORIES DU PORTEFEUILLE DE RÉFÉRENCE



Par sous-indice %

Par catégorie d'actif %

| Performance - Bons du trésor vs SP TSX vs Portfeuille de Référence | | | | |
|--|----------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Année | Bons du trésor | SP TSX ¹ | SP TSX ² | Portfeuille |
| 1990 | 13.20% | -17.96% | -14.80% | 5.94% |
| 1991 | 9.35% | 7.85% | 12.02% | 22.14% |
| 1992 | 6.67% | -4.61% | -1.43% | 10.50% |
| 1993 | 4.68% | 28.98% | 32.55% | 34.91% |
| 1994 | 5.19% | -2.50% | -0.18% | 6.09% |
| 1995 | 6.42% | 11.86% | 14.53% | 8.09% |
| 1996 | 3.93% | 25.74% | 28.35% | 16.21% |
| 1997 | 2.85% | 13.03% | 14.98% | 21.05% |
| 1998 | 4.56% | -3.19% | -1.58% | 1.87% |
| 1999 | 4.67% | 29.72% | 31.71% | 19.96% |
| 2000 | 5.23% | 6.18% | 7.41% | 30.40% |
| 2001 | 3.73% | -13.94% | -12.57% | 9.54% |
| 2002 | 1.75% | -13.97% | -12.44% | 3.61% |
| 2003 | 2.22% | 24.29% | 26.72% | 22.23% |
| 2004 | 1.84% | 12.48% | 14.48% | 13.87% |
| 2005 | 2.53% | 21.91% | 24.13% | 15.73% |
| 2006 | 3.52% | 14.51% | 17.26% | 14.30% |
| 2007 | 3.59% | 7.16% | 9.83% | 8.06% |
| 2008 | 1.50% | -35.03% | -33.00% | -28.07% |
| 2009 | 0.29% | 30.69% | 35.05% | 29.37% |
| 2010 | 0.60% | 14.45% | 17.61% | 21.05% |
| 2011 | 0.92% | -11.07% | -8.71% | 4.18% |
| 2012 | 0.97% | 4.00% | 7.19% | 7.38% |
| 2013 | 0.97% | 9.55% | 12.99% | 18.14% |
| 2014 | 0.92% | 7.42% | 10.55% | 16.43% |
| 2015 | 0.50% | -11.09% | -8.32% | 6.36% |
| 2016 | 0.50% | 17.51% | 21.08% | 16.75% |
| 2017 | 0.71% | 6.03% | 9.10% | 13.26% |
| 2018 | 1.40% | -11.64% | -8.89% | -3.26% |
| 2019 | 1.67% | 19.13% | 22.88% | 26.19% |
| 2020 | 0.39% | 2.17% | 5.60% | 7.13% |
| *2021 | 0.10% | 7.27% | 8.05% | 7.32% |
| Rendement composé au 31 décembre 2020 | | | | |
| 3 ans | 1.15% | 2.46% | 5.74% | 9.36% |
| 5 ans | 0.93% | 6.03% | 9.33% | 11.58% |
| 10 ans | 0.90% | 2.63% | 5.76% | 10.97% |
| Rendement moyen depuis le lancement (ACJ) | | | | 12.43% |

* ACJ: Année à ce jour 31 mars, 2021)

\$100,00 investi le 1^{er} Juin 1990

1: N'inclus pas les revenus et dividendes

2: Inclus les revenus et dividendes

Les rendements sont composés sur une base mensuelle et les revenus sont réinvestis.

L'équipe



Janie Morin
Conseillère en placement associée
Planificatrice financière
514 282-5816
janie.morin@nbpcd.com



Louis Morin
Conseiller en placement
Planificateur financier
514 282-5955
louis2.morin@nbpcd.com



Brenda Walls
Représentante inscrite
514 282-5887
brenda.walls@nbpcd.com



Patrick Delaney
Représentant inscrit
514 282-5847
patrick.delaney@nbpcd.com



Neela Patel
Adjointe administrative
Représentante en placement
514- 282-5840
neela.patel@nbpcd.com



Nancy Landry
Adjointe administrative
514 282-5801
nancy.landry@nbpcd.com



Katia Harb
Adjointe administrative
Représentante en placement
514 282-5833
katia.harb@nbpcd.com



Tanya Bishara
Adjointe aux ventes principale
514-282-5966
tanya.bishara@nbpcd.com



Meriem Trabelsi
Adjointe administrative
Représentante en placement
514-282-5848
meriem.trabelsi@nbpcd.com



Kayla Piccolo
Adjointe administrative
514-282-5845
kayla.piccolo@nbpcd.com



Pierre Morin
Premier vice-président, Pl. Fin.
Gestionnaire de portefeuille
514 282-5828
pierre.morin@nbpcd.com



Josée Dupont
Vice-présidente, Pl. Fin.
Gestionnaire de portefeuille
514 282-5707
josee.dupont@nbpcd.com



Daniel Lebeuf
Vice-Président, MBA, Pl. Fin.
Gestionnaire de Portefeuille
514-282-5884
Daniel.lebeuf@nbpcd.com



Nicole Dimyan
Conseillère en placement, CPA
Planificatrice financière
514-286-7292
Nicole.Dimyan@nbpcd.com



Hugo Lessard
Conseiller en placement
Planificateur financier
514 282-5861
hugo.lessard@nbpcd.com

N'hésitez pas à nous contacter : 1-800-363-6732
1501 McGill College, suite 3000, Montréal, Québec, H3A 3M8



Gestion privée



BMO Nesbitt Burns